Communication et changement social : le modèle de la Fondation Djigui la Grande Espérance contre les MGF dans le Nord de la Côte d'Ivoire

Bahtey Yaha Ophélie KOUASSI

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
opheliebahtey@gmail.com

RASS. Pensées Genre. Penser Autrement. VOL 5, No 6 (Novembre 2025)

Résumé

Les mutilations génitales féminines (MGF) constituent l'une des nombreuses formes de violences basées sur le genre (VBG), affectant profondément la santé physique et psychologique des survivantes. Cet article analyse les stratégies de la Fondation Djigui la Grande Espérance (FDGE) pour leur éradication. L'enquête, fondée sur des entretiens avec ses responsables, des chefs de village et des membres d'associations, ainsi que sur l'observation participante, révèle que la FDGE adopte une approche multisectorielle. Cette approche combine communication communautaire, autonomisation et plaidoyer. L'analyse constructiviste des impacts de ces stratégies met en lumière à la fois leur efficacité et les limites persistantes qui entravent l'élimination totale des MGF.

Mots clés : Mutilations Génitales Féminines, Violences Basées sur le Genre, éradication, stratégie, communication

Communication and social change: the Djigui la Grande Espérance Foundation's model against FGM in Northern Côte d'Ivoire

Abstract

Female genital mutilation (FGM) is one of the many forms of gender-based violence (GBV), profoundly affecting the physical and psychological health of survivors. This article analyzes the strategies of the Djigui the Great Hope Foundation (FDGE) for its eradication. The investigation, based on interviews with its leaders, village chiefs, and members of associations, as well as participant observation, reveals that FDGE adopts a multisectoral approach. This approach combines community communication, empowerment, and advocacy. The constructivist analysis of the impacts of these strategies highlights both their effectiveness and the persistent limitations hindering the total elimination of FGM.

Key words : Female Genital Mutilation, Gender-Based Violence, eradication, strategy, communication

Introduction

Selon le rapport de l'Indice des Institutions Sociales et de l'Égalité des Genres (SIGI), élaboré par l'OCDE en Côte d'Ivoire, la prévalence des Mutilations Génitales Féminines (MGF) a baissé de 36,7 % en 2016 (rapport MICS) à 21 % en 2022.

Les données collectées dans le cadre du SIGI Côte d'Ivoire indiquent que 21% des Ivoiriennes âgées de plus de 15 ans ont subies des mutilations génitales au cours de leur vie. En milieu rural, cette proportion atteint 27%. Les mutilations génitales faites aux femmes sont particulièrement prévalentes dans certains districts du nord et du nord-est du pays. (SIGI, 2022, p 68)

Malgré les lois interdisant cette pratique, son éradication reste un défi. En effet, selon les données collectées par la Fondation Djigui la Grande Espérance (FDGE) lors de l'évaluation initiale de son projet à Gouékan[1], la prévalence sur l'ensemble des localités de mise en œuvre du projet est de 70,37%. Ce taux est alarmant car il indique la fréquence à laquelle se fait la pratique des MGF dans cette Sous-Préfecture. Dans des régions comme le Nord et l'Ouest du pays, cette pratique demeure enracinée dans un système complexe de croyances, de normes sociales et de représentations culturelles qui lui confèrent une légitimité profonde. Les MGF sont ainsi favorisées par certaines communications sociales traditionnelles l'associant à la pureté, à la féminité, à la fidélité ou à l'intégration sociale, etc. Face à cette réalité, l'éradication des MGF ne saurait se limiter à une injonction externe, elle nécessite une transformation endogène des mentalités et des conventions sociales au sein des communautés elles-mêmes.

La recherche sur les MGF s'est progressivement élargie pour intégrer des perspectives communicationnelles critiques. D'un côté, des travaux anthropologiques et sociologiques ont analysé comment les récits traditionnels, les proverbes, les rites et les communications intergénérationnelles construisent et transmettent une "légitimité culturelle" autour des MGF (J. Boddy, 2007, pp 120-150 ; Y. Hernlund & B. Shell-Duncan, 2007, pp 1-43). De l'autre, les sciences de la communication et les études en changement social et comportemental ont exploré le potentiel des stratégies communicationnelles alternatives. Ces stratégies visent à déconstruire les normes sociales par le dialogue communautaire, l'engagement des leaders d'opinion et la création de nouveaux récits qui dissocient identité féminine et mutilation (M.E. Figueroa et al., 2002, pp10-18). C'est dans ce cadre que s'inscrit l'action de la Fondation Djigui La Grande Espérance (FDGE) en Côte d'Ivoire.

[1] Gouékan est une Sous-préfecture du département de Ouaninou

De ce fait, quel est l'apport de la Fondation dans la lutte contre les MGF en Côte d'Ivoire ? De façon spécifique, quelles stratégies utilise-t-elle pour mettre fin à cette pratique ?

1. Méthodologie

Pour atteindre les objectifs de cette étude, nous avons utilisé l'approche qualitative et l'analyse de contenu pour l'analyse des données. A cet effet, des guides d'entretiens ont été administrés auprès de chefs de village, des membres de l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC), du personnel de la Fondation Djigui à savoir le chargé de programme protection/VBG, le coordonnateur régional du Bafing et le Président du conseil d'administration.

Nous avons par ailleurs participé à des activités de la Fondation Djigui pendant la mise en œuvre de l'un de ses projets dans 5 villages sur 8 que compte la Sous-préfecture de Gouékan entre 2023 et 2024. C'est dans le cadre de ce projet que nous avons rencontré les populations cibles. Nous avons pu interviewer les chefs de villages, les femmes de l'AVEC. Notre échantillon est donc une partie de l'échantillon du projet qui est de 172.

2- Résultats

Notre enquête nous a permis d'avoir les résultats qui vont suivre.

2. 1 Stratégies d'intervention de la FDGE

Créée depuis 2001, la FONDATION DJIGUI LA GRANDE ESPERANCE (FDGE) est une organisation de la société civile à caractère social qui lutte contre le VIH/SIDA, les VBG, et travaille en faveur de la cohésion sociale, la paix et la solidarité. En outre, l'organisation exécute plusieurs programmes visant à soutenir les populations vulnérables. Ces initiatives ont pour objectif d'apporter une assistance concrète aux populations.

Concernant l'égalité de genre et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre, la Fondation Djigui la Grande Espérance (FDGE) s'est donnée pour mission d'éradiquer « totalement les violences basées sur le genre (VBG). A défaut de l'éradication totale, elle vise la tolérance zéro aux VBG et particulièrement aux MGF »[2]. La tolérance zéro fait référence au fait qu'aucune forme de mutilation génitale féminine n'est acceptable, quelle que soit la justification culturelle, religieuse ou sociale.

[2] (M.) Dosso, Chargé de programme Protection/VBG à la Fondation Djigui la Grande Espérance, propos recueilli le mardi 13 mai 2025 au siège de la FDGE

Les mutilations génitales féminines (MGF) constituent une violation des droits humains, affectant la santé physique et mentale des femmes et des filles.

Les mutilations génitales féminines (MGF) recouvrent toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes et/ou toute intervention pratiquée sur les organes génitaux externes féminins pour des raisons culturelles ou religieuses ou à des fins non thérapeutiques.[3]

Elles sont pratiquées en Côte d'Ivoire par des personnes de toutes religions et de tous groupes ethniques, bien qu'à des degrés divers. (Too Many, 2020, p2)

Les mutilations génitales faites aux femmes sont particulièrement prévalentes dans certains districts du nord et du nord-est du pays. Ainsi, au Denguélé, 65% des femmes âgées de plus de 15 ans déclarent avoir subi des mutilations génitales au cours de leur vie. Dans les districts des Savanes, du Gôh-Djiboua et du Woroba, plus de 30% des femmes ont été victimes de mutilations génitales. (SIGI, 2022, p68)

Combattre cette pratique, nécessite un processus de déconstruction des discours ancestraux avec les acteurs locaux. Dans ce cadre, les organisations de la société civile, comme la Fondation Djigui La Grande Espérance (FDGE), interviennent en tant qu'acteurs de communication stratégique. Leur défi n'est pas seulement d'informer sur l'illégalité et les dangers des MGF, mais de mettre en œuvre des dispositifs de communication capables de favoriser un changement social durable. Ces dispositifs comprennent les focus groupe, les dialogues communautaires, les sensibilisations dans les écoles, etc.

Dès lors, la FDGE adopte une stratégie multisectorielle pour lutter contre les MGF. Cette approche prend en compte des aspects comme la communication communautaire, l'autonomisation, le plaidoyer.

2.2 La communication communautaire comme levier de changement de mentalité

Le taux de 70,37%[4] dans les zones d'intervention de la FDGE, montre que les populations sont pour la plupart ignorantes des conséquences des MGF du fait qu'elles ne sont pas véritablement exposées aux messages de sensibilisation sur ce fléau. A vrai dire,

plus les localités sont éloignées des centres urbains et difficiles d'accès, plus les femmes ont une perception positive de ce qu'est l'excision. En contexte de difficulté d'accès à l'information sur les MGF, les femmes s'agrippent aux croyances culturelles parfois déconnectées des conséquences objectives de la pratique.
(Rapport d'évaluation initiale FDGE, non publié 29 p)

[3] Lizzi BOUBLI, in https://www.academia.edu/35065415/ (PDF) Les mutilations génitales féminines : généralités, complications et prise en charge obstétricale, consulté le 30 septembre 2025
[4] Fondation Djigui la Grande Espérance, 2024, Projet d'appui à la promotion de l'abandon des MGF dans le Bafing, Rapport d'évaluation initiale, non publié 29 p

La Fondation Djigui, consciente que le changement ne peut se faire sans les populations elle-même, adopte une approche participative en impliquant les populations dans la mise en œuvre du projet. En effet, elle forme des relais au sein des communautés. A travers des sessions de renforcement de capacités des différents facilitateurs issus des villages impactés, la Fondation fait passer des messages en langue locale. Durant ces sessions regroupant les femmes, les jeunes, les chefs de villages et les hommes, les thèmes abordés concernent généralement les droits des femmes, la santé sexuelle et reproductive, les MGF et ses conséquences sur la santé de la femme. Par ailleurs, la gestion des associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) fait également parti des thèmes abordés, afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes. En plus de transmettre des messages de sensibilisations aux communautés, la Fondation Djigui opte pour une stratégie d'implication des communautés aux activités les concernant. Les participants apprennent ainsi à animer efficacement des dialogues communautaires qui permettent de sensibiliser les populations villageoises sur les MGF et ses incidences sur l'état de santé des femmes. Ces sensibilisations se font par groupe de 15 à 20 personnes à travers des boîtes à images qui montrent les conséquences des mutilations, comment dénoncer et comment se fait la prise en charge des survivantes.

Grâce à son projet de lutte contre les MGF dans le Bafing, les mentalités ont beaucoup changé. En effet, les dialogues ont permis de toucher plus de 1400 personnes de tout sexe, à savoir 400 hommes et plus de 1000 femmes. (Rapport de clôture de projet FDGE) Le projet a permis une prise de conscience collective et une ouverture sur la thématique. Les dialogues communautaires réunissent les femmes, les chefs de communauté, les jeunes ainsi que les imams. C'est donc de manière participative que se déroule les discussions qui impliquent tous les membres de la communauté.

« J'approuve l'approche de la FONDATION DJIGUI qui met le dialogue et la sensibilisation en avant, au lieu de la répression » (Sous-préfet Gouékan)

Selon le coordonnateur régional du Bafing, « *certaines femmes bien qu'elles soient hostiles au début, sont entrain de comprendre que cette pratique n'a pas de portée positive, donc elles sont entrain de comprendre qu'il faut abandonner*[5] »

[5] (V.) BAMBA, Coordonnateur régional FDGE dans le Bafing, reçu le 15 Mai 2025 au siège de la FDGE à Touba

2.3 Renforcement des droits et autonomisation de la femme

L'autonomisation économique de la femme est un processus important qui vise à donner aux femmes les moyens de prendre le contrôle de leur vie. Elle permet en outre de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. La Fondation Djigui La Grande Espérance met ainsi l'accent sur l'autonomisation des femmes sur les sites d'intervention à travers les projets qu'elle exécute.

L'engouement des populations (notamment des femmes) autour de la mise en place des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) est une opportunité pour faire passer les différents messages du projet. L'expérience a effectivement démontré que les femmes sont très réceptives à toute initiative allant dans le sens du renforcement de leur autonomisation économique. (Rapport d'évaluation initiale FDGE, p27)

La Fondation apporte de ce fait son appui à la création et à la gestion d'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit. Car elles permettent non seulement à la femme de se prendre en charge, mais aussi à rendre ces dernières plus indépendantes. En outre, la mise en place des AVEC motive certaines exciseuses à abandonner ce métier, puisqu'elles peuvent avoir d'autres sources de revenus. L'AVEC, devient ainsi un outil économique et un levier de communication et de changement social, par l'engagement concret des femmes.

De plus, les femmes impactées par le projet ont été informées et formées sur leurs droits et les conséquences graves des MGF à travers 20 causeries débats qui ont touché 300 Femmes. Elles ont par ailleurs été outillées dans la gestion des associations villageoises d'épargne. Grace à ces outils, les femmes ont eu une facilitation de l'accès au crédit pour soutenir leurs activités génératrices de revenus et ainsi avoir une véritable opportunité d'améliorer leurs revenus. *« Quand l'AVEC est venue ça changé la majorité d'entre nous…c'était pas facile pour une femme d'ouvrir un magasin, mais grâce à l'AVEC j'ai ouvert un magasin et acheté un congélateur en un an… »*[6] (Mariam T., femme AVEC)

2.4 Le plaidoyer

La FDGE travaille en collaboration étroite avec les autorités administratives locales, religieuses et coutumières. Ainsi, lors de la mise en œuvre des projets dans les différentes localités, les Sous-préfets, les chefs de villages et religieux restent les partenaires privilégiés de la Fondation. Elle organise à cet effet des réunions de cadre de concertation, qui réunissent le porteur du projet, les chefs de village, les guides religieux, les facilitateurs, ainsi que le Sous-préfet. C'est l'occasion de présenter l'évolution du projet en cours et de recueillir des recommandations pour l'adaptation des interventions. L'occasion est donnée aux différents leaders de s'investir

[6] (M.) TOURE, membre de l'AVEC de Koonan, propos recueilli le 29 juillet 2025

pleinement dans la mise en œuvre effective des activités prévues dans leurs localités respectives. Ces rencontres permettent de révéler certaines indiscrétions dans les villages.

Conscient de l'implication des autorités locales et administratives dans la réussite des projets, la Fondation a instauré la récompense des hommes champions dans la lutte contre les MGF dans leurs différentes localités. Ainsi, durant la cérémonie de clôture des projets, le Sous-Préfet, les chefs de villages, les facilitateurs ainsi que les imams sont récompensés pour leur apport dans la mise en œuvre du projet. Cela permet à ces derniers de s'impliquer davantage dans l'éradication de ce fléau même après les projets.

Il importe aussi de souligner que le Ministère de la femme de la famille et de l'enfant, ainsi que les centres sociaux des différentes localités sont des partenaires privilégiés de la FDGE puisqu'ils l'accompagnent à chaque étape de l'exécution de ses projets. Les plaidoyers de la Fondation se font de manière collaborative avec les autorités administratives, coutumières et religieuses, afin d'influencer les politiques sociales et sanitaires. En effet à chaque activité de la Fondation Djidui, ces autorités sont informées et y prennent part.

« tout ceux qui ont quelque chose à dire peuvent passer me dire même si le projet est fini, vous pouvez venir parler sans tabou, faire des dénonciations anonymes »[7] (Sous-préfet Gouékan)

Ces propos du Sous-préfet dénote de l'engagement des autorités à accompagner la Fondation et à poursuivre les activités même après la fin du projet. Cela permet la pérennisation des activités de sensibilisation par les leaders après le départ de la Fondation Djigui. Les plaidoyers et l'implication des autorités permettent de donner une légitimité institutionnelle pour agir plus efficacement. Lorsqu'il y'a des cas d'excision, les points focaux de la Fondation informent le Sous-préfet qui à son tour met les forces de l'ordre en mission.

2.5 Défis persistants

Selon la Banque Africaine de Développement, (2015, p 25)

En règle générale, les mutilations génitales féminines sont réprimées par la loi Nº 98/757 du 23 décembre 1998 portant répression de certaines formes de violence à l'égard des femmes. Elles continuent pourtant d'être pratiquées malgré leurs conséquences sur la santé de la femme.

Par ailleurs,

l'article 5 de la Constitution stipule que sont interdits et punis par la loi : l'esclavage, la traite des êtres humains, le travail forcé, la torture physique ou morale, les traitements inhumains, cruels, dégradants et humiliants, les violences physiques, les mutilations génitales féminines ainsi que toutes les autres formes d'avilissement de l'être humain). En outre, l'article 394 du Code Pénal criminalise tout type de

[7] (K.R) KOUADIO, Sous-Préfet de Gouékan, propos recueillis le 28 février 2025

mutilations génitales féminines et prévoit des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 ans assorties d'amendes. (SIGI Côte d'Ivoire, 2022, p. 67)

Malgré le travail important que fait la FDGE dans la lutte contre les MGF ainsi que les lois sur l'interdiction de la pratique, des défis énormes restent à relever.

2.6 Résistances culturelles

Les traditions profondément enracinées constituent une entrave à l'éradication des MGF. C'est pourquoi le travail d'éradication de la pratique reste difficile. En effet, selon le Bref compte rendu de TOO Many (2020, p. 5), « les MGF sont profondément ancrées dans les communautés rurales de Côte d'Ivoire, en particulier dans le nord et l'ouest du pays, et les programmes visant à mettre fin à cette pratique se heurtent à une résistance farouche. »

« Grâce au projet de la Fondation Djigui, je parle de l'excision à la mosquée, même si le sujet est très sensible, j'en parle, mais elle reste courante malgré les efforts… »[8] (Imam Gouékan)

Plusieurs faits pourraient justifier la pérennisation de la pratique dans ces localités malgré la connaissance de son interdiction par l'Etat ivoirien. Il y'a entre autres raisons l'excision comme : une source de fertilité féminine ; un dispositif de discipline sexuel de la femme (elle est fidèle à son mari et ne court pas les hommes avant le mariage) ; un dispositif d'atténuation du processus d'accouchement (travail) ; un rite de passage de la fille (l'enfant) à la femme ; etc.

En réalité, le Rapport d'évaluation initial Gouékan de la Fondation Djigui la Grande Espérance (2024, p. 20), souligne que dans plusieurs sites, « l'excision est présentée comme une bonne chose par les femmes. La régularité de cette pensée est liée aux fonctions socialement attribuées à l'excision et à la charge culturelle du statut d'excisée. »

L'on comprend aisément les difficultés liées à la culture dans la lutte contre les MGF.

2.7 L'insuffisance de ressources

Pour mener à bien la lutte contre les VBG et particulièrement contre les MGF au-delà de la volonté, il faut assez de ressources, tant au niveau humain, financier, qu'au niveau organisationnel. Bien vrai que la Fondation Djigui La Grande Espérance ait l'appui technique du Ministère de la femme de la famille et de l'enfant à travers son programme national de lutte contre les VBG (PNLVBG), il importe de souligner que les financements liés aux projets de lutte contre les VBG viennent des bailleurs internationaux et sont limités. Il faut donc à la fin

[8] Bamba, Imam de la mosquée de Gouékan, propos recueillis, le 28 février lors de la cérémonie de clôture

d'un projet attendre d'autres appels à projet pour espérer avoir d'autres financements. Par ailleurs, l'insuffisance dans la coordination entre les parties prenantes, ne permet pas d'atteindre les objectifs. En fait, le temps mis par les autorités pour intervenir lorsqu'il y'a une alerte des plateformes VBG, est relativement long. Puisque les auteurs réussissent à échapper aux autorités et traversent parfois la frontière.

En sommes, les résultats démontrent que l'intervention de la FDGE produit des effets positifs palpables à trois niveaux. D'abord l'effet au niveau cognitif, c'est-à-dire le changement de mentalités, ensuite au niveau économique avec l'autonomisation des femmes par l'instauration des AVEC, enfin au niveau institutionnel par l'engagement des leaders. C'est un modèle qui combine la communication, l'action économique et le plaidoyer.

3- Discussion

L'efficacité de l'approche de la FDGE peut être éclairée par deux théories majeurs en sciences de l'information et de la communication.

La Fondation ne diffuse pas son message directement à l'ensemble de la communauté. Elle forme délibérément des relais d'opinion (facilitateurs, chefs, guides religieux), qui en raison de leur crédibilité, filtrent et rediffusent le message d'abandon des MGF au sein de leurs communauté. Cette stratégie va au-delà d'une campagne médiatique descendante, car le message est porté par des voix de confiance, ce qui augmente son acceptabilité et son impact. La cérémonie de récompense des hommes champions renforce ce processus en légitimant et en motivant ces relais essentiels.

Cette stratégie s'apparente au modèle des flux de communication (Two-Step flow of communication) de Lazarsfeld, qui accorde une importance cruciale aux relais d'opinion pour filtrer, interpréter et diffuser efficacement des messages. Cette théorie explique pourquoi la stratégie de la FDGE est si pertinente. En effet, elle utilise le pouvoir des relations interpersonnelles et de l'influence locale pour amplifier et légitimer son message de changement social.

Par ailleurs, l'action de la FDGE dépasse la simple persuasion. En en effet, en incitant les femmes à s'engager concrètement en rejoignant l'AVEC librement, la Fondation les amène à poser un acte actif en faveur de leur autonomie à travers la théorie de l'engagement. Selon Robert Vincent Joule et Jean Léon Beauvois, cités par ABOLOU cet engagement actif est générateur de changement cognitif. En s'engageant pour leur indépendance économique, les femmes sont progressivement amenées à reconsidérer les normes sociales, comme les MGF,

qui les oppressent. Puisque selon C. R. ABOLOU (2020, p108), « dans le processus, l'engagement d'un individu correspond au degré d'assimilation d'un acte au sentiment de liberté qu'il éprouve dès la prise de décision. »

L'abandon de la pratique devient alors une suite logique et cohérente avec leur nouveau statut et leur nouvelle perception d'elles-mêmes. L'engagement dans l'AVEC précède et facilite ainsi l'adhésion au discours contre les MGF.

En outre il est clair que « les individus sont obéissants aux personnes perçues comme légitimes, dépositaires de sagesse, de pouvoir, etc. Ainsi les individus changent-ils de comportement en présence d'une figure d'autorité. » (C. R. ABOLOU, 2020, p108)

La Fondation Djigui en impliquant les chefs de village, les imams et en les récompensant publiquement, envoie un message aux communautés à travers la théorie de l'influence sociale. Selon cette théorie, « les individus changent de comportement sous l'effet d'une pression réelle ou imaginaire, volontaire ou involontaire par une personne ou un groupe. » (C. R. ABOLOU, 2020, p106) Ces leaders récompensés deviennent les relais de la Fondation qui font passer des messages de l'abandon des mutilations au sein de la population. Ces derniers vont exercer leur influence à travers les messages lors des dialogues communautaires ou des rencontres de masse.

Cet article propose une analyse concrète de théories communicationnelles dans un contexte de développement. Il montre comment la combinaison de ces théories dans un modèle multisectoriel permet d'agir sur les leviers sociaux et communautaires du changement, et offre ainsi un cadre d'analyse pertinent pour évaluer d'autres interventions similaires.

Ce travail cependant, révèle quelques limites qu'il convient de souligner. D'abord, les limites de ce travail incluent son caractère géographique restreint avec seulement 5 villages de la Sous-préfecture impacté. De plus l'absence de mesure quantitative standardisée rend difficile l'évaluation de l'impact à long terme. Enfin, l'étude s'est concentrée sur les perceptions des bénéficiaires et facilitateurs, sans inclure systématiquement le point de vue des résistants actifs au changement.

Conclusion

La recherche a permis d'analyser la contribution de la Fondation Djigui La Grande Espérance dans la lutte contre les mutilations génitales féminines en Côte d'Ivoire à travers le prisme de la communication. Les résultats démontrent que l'approche multisectorielle adoptée par l'organisation combinant la communication communautaire, l'autonomisation économique et le plaidoyer local, constitue un modèle pertinent pour favoriser l'abandon des MGF.

Si les interventions de la FDGE ont indéniablement entraîné une évolution des mentalités et une prise de conscience collective, plusieurs défis persistent. Les résistances culturelles, profondément ancrées dans l'imaginaire social, et l'insuffisance des ressources financières et logistiques continuent de freiner l'éradication totale de cette pratique. La dépendance aux financements internationaux intermittents et la lenteur des mécanismes étatiques de protection restent des obstacles majeurs.

L'analyse théorique a révélé pour sa part la pertinence du modèle des flux de communication à deux étapes de Lazarsfeld, ainsi que la théorie de l'influence sociale, où les leaders d'opinion locaux jouent un rôle crucial dans la médiation et la diffusion du message auprès de la communauté. Parallèlement, la théorie de la communication engageante de Joule et Beauvois éclaire le mécanisme par lequel l'implication active des femmes dans les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) favorise une adhésion progressive au discours de l'abandon.

La lutte contre les MGF s'inscrit dans le cadre plus large de la promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre. L'expérience de la FDGE démontre que c'est en agissant simultanément sur les leviers économiques, sociaux et culturels que des transformations durables peuvent s'opérer. L'abandon des MGF n'est pas seulement une question de lois ou de campagnes de sensibilisation, mais un processus complexe de réappropriation par les communautés de leur propre destin, où la communication joue un rôle de catalyseur essentiel. Cette communication se fait à travers et par les leaders d'opinion, les membres influents de la communauté qui sont des modèles.

Cette étude ouvre plusieurs pistes de réflexion pour des recherches futures. Il serait pertinent d'approfondir l'analyse des mécanismes de résistance au changement dans les communautés où les MGF persistent, en étudiant notamment le rôle des réseaux sociaux informels dans la perpétuation de cette pratique. Une investigation plus poussée sur les stratégies d'appropriation du discours abolitionniste par les différents acteurs locaux permettrait également d'affiner les approches d'intervention.

Références bibliographiques

- **Sources**

BAMBA Vassadia, Coordonnateur régional FDGE dans le Bafing, reçu le 29 juillet 2025 à Touba
MAMADOU Dosso, Chargé de programme Protection/VBG à la Fondation Djigui la Grande Espérance, propos recueilli le mardi 13 mai 2025 au siège de la FDGE
TOURE Mariam, membre de l'AVEC de Koonan, propos recueilli le 29 juillet 2025 à Koonan

- **Bibliographie**

ABOLOU Camille Roger, 2020, La communication de changement comportemental, Théorisation, modélisation et application, Paris, L'Harmattan
BAD, 2015, Profil Genre pays : République de Côte d'Ivoire, Rapport, Abidjan, Côte d'Ivoire, 40 p
Banque Mondiale, 2013, Être femme en Côte d'Ivoire : Quelles stratégies d'autonomisation ? Rapport des consultations de la Banque Mondiale sur le genre, Côte d'Ivoire, 52p.
BODDY Janice, 2007, Civilizing Women: British Crusades in Colonial Sudan, Princeton University Press.
DERVILLE Gregory, 2017, Le pouvoir des médias, Québec, éd. PUG
FIGUEROA, María Elena *et Al,* 2002, "Communication for Social Change: An Integrated Model for Measuring the Process and Its Outcomes (Communication for Social Change Working Paper Series, No. 1). The Communication for Social Change Consortium.
Fondation Djigui la Grande Espérance, 2024, Projet d'appui à la promotion de l'abandon des MGF, Rapport de clôture d'activité, non publié, Abidjan, Côte d'Ivoire, 29 p.
HERNLUND Ylva, SHELL-DUNCAN Bettina, 2007, Transcultural Bodies: Female Genital Cutting in Global Context, Rutgers University Press.
Institut National de Statistique, 2022, Rapport d'enquête SIGI, Côte d'Ivoire, 104 p
KOUASSI Kouadio Roger, Sous-préfet Gouékan, propos recueillis le 28 février 2025
Le GUEN Mireille et Al, 2019, « Le genre et ses indices : les normes internationales sur l'égalité femmes/hommes en question », *Inégalités en perspectives*, pp35-47
Ministère du Plan et du Développement, 2016, Plan National de Développement 2016-2020, Diagnostic stratégique de la Côte d'Ivoire sur la trajectoire de l'émergence, Tome 1, 110p.
Ministère du Plan et du Développement, 2016, Plan National de Développement 2016-2020, orientations stratégiques, Tome 2, 120p.
Ministère du Plan et du Développement, 2016, Plan National de Développement 2016-2020, matrice d'actions prioritaires, Tome 3, Côte d'Ivoire, 128p
TOO Many, 2020, MGF en Côte d'Ivoire : Bref compte rendu, Rapport, Abidjan, Côte d'Ivoire, 7 p
UNESCO, 2015, Femmes africaines, Panafricanisme et renaissance africaine, Paris, UNESCO.
Cathy A. BAKER, in https://www.sciencedirect.com/science/article, consulté le 30 septembre 2025
Lizzi BOUBLI, in https://www.academia.edu/35065415/ (PDF) Les mutilations génitales féminines : généralités, complications et prise en charge obstétricale, consulté le 30 septembre 2025

Bahtey yaha Ophélie KOUASSI est Doctorante en Sciences du langage et de la communication. Elle est bénévole Chargée de communication à la Fondation Djigui la Grande Espérance.

Bahtey yaha Ophélie KOUASSI
Université Alassane Ouattara (UAO)
opheliebahtey@gmail.com